

GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL SUR LES POLITIQUES DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS (TIC)

Mise à jour de janvier 2017 présentée au Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)

Contexte

Le Groupe de travail FPT sur les politiques relatives aux TIC a été créé en 2014 sous la direction du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP), pour représenter l'ensemble des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Cette tribune permet aux gouvernements participants d'échanger des renseignements, des politiques et des pratiques exemplaires ayant trait aux politiques de TIC.

Le groupe de travail sur les politiques des TIC estime qu'une collaboration active entre les membres permettra l'élaboration d'instruments de politique qui seront orientés par le travail de nos collègues partout au pays et, lorsque possible, harmonisés avec celui-ci. En retour, ceci devrait avoir pour effet d'engendrer plus d'occasions d'échanger des approches ou même des services fédérés afin de favoriser une approche pancanadienne à l'élaboration et à la mise en place des politiques.

De plus, grâce à cette collaboration active, les membres profitent également d'un réseau national de contacts en matière de politiques, avec qui ils peuvent communiquer de façon informelle pour discuter des défis et des approches.

Composition

Au moyen d'un processus de recrutement progressif, qui a démarré en 2014, notre bassin de membres a grandi et comprend maintenant des représentants de huit provinces, des deux territoires et du gouvernement fédéral.

Le groupe de travail sur les politiques relatives aux TIC est actuellement composé de représentants des administrations suivantes :

1. Le Canada (gouvernement fédéral/Conseil du Trésor)
2. Colombie-Britannique
3. Saskatchewan
4. Manitoba
5. Ontario
6. Nouveau-Brunswick
7. Île-du-Prince-Édouard

8. Nouvelle-Écosse (président).
9. Terre-Neuve-et-Labrador
10. Territoires du Nord-Ouest
11. Nunavut

Annexe A – Liste des membres

Objectifs du groupe de travail sur les politiques des TIC

- Échanger de l'information, des pratiques exemplaires et des recherches ainsi que discuter des objectifs, positions et priorités nationaux, provinciaux et territoriaux en matière de politiques relatives aux TIC dans chaque administration gouvernementale et tester leur interopérabilité;
- Maintenir les plus hautes normes en matière d'analyse des politiques;
- fournir une tribune de discussion visant à améliorer les politiques et la gestion des TIC en favorisant les innovations en recherche, en analyse et en éducation;
- Créer une approche quant aux politiques relatives aux TIC qui exploite les forces existantes des gouvernements membres - pour améliorer leur capacité à tirer parti des occasions et répondre efficacement aux défis des nouvelles technologies;
- Aider les membres du CDPISP à résoudre des questions liées aux politiques communes.

Fréquence des réunions

Le groupe de travail sur les politiques des TIC se réunit mensuellement, par téléconférence.

Faits saillants précédents

- A lancé l'élaboration d'une liste principale des divers instruments de politique présentés par certaines administrations publiques (y compris des politiques, des directives, des normes et des lignes directrices);
- A créé un dossier pour le groupe de travail national sur les politiques relatives aux TIC sur le site Web de « Fonction publique sans frontières », dans lequel les administrations gouvernementales membres pourront publier et échanger des instruments de politique approuvés ainsi que des travaux en cours (cela nous permet d'accéder aux documents de politiques d'autres administrations qui peuvent être utiles, mais qui ne sont pas publiés ou disponibles sur Internet);
- A fait une évaluation des priorités ou des sujets par administration gouvernementale et a par la suite pu fournir des présentations détaillées et faire des suivis au cours des réunions régulières sur des sujets comme la gestion de l'information et le survol de l'ITIL. Au cours des prochains mois, on continuera à présenter et à discuter d'autres sujets liés aux priorités supplémentaires ciblées.

Mise à jour de janvier 2017

- Compte tenu l'orientation principale du mandat du Conseil mixte et du CDPISP, le Groupe de travail sur les politiques a entrepris de parfaire sa compréhension des instruments de politique nécessaires au soutien du gouvernement numérique. À ce jour :
 - Les membres du groupe ont rassemblé et échangé les définitions existantes du « gouvernement numérique » au sein de leurs organisations respectives. Ces définitions ont servi de fondement pour établir une définition commune qui nous servira à orienter nos travaux.
 - Les membres ont ensuite décrit les instruments de politique et la législation nécessaires pour mettre le gouvernement numérique selon définition approuvée.
 - Le groupe évalue actuellement les instruments de politique et la législation en vigueur dans chaque administration gouvernementale (ainsi que les lacunes et les obstacles), et il rassemble l'information à ce sujet.
 - Au cours des prochains mois, le groupe continuera de se concentrer sur la mise en œuvre du gouvernement numérique, ce qui l'amènera à fournir de la documentation ou des listes de contrôle qui aideront les administrations à atteindre leurs objectifs respectifs en matière de programmes numériques.
- Comme cela est devenu pratique courante, la dernière portion de notre réunion mensuelle est réservée à l'échange de renseignements et aux mises à jour des administrations membres concernant toute question liée aux politiques des TIC qu'elles auraient pu rencontrer. Ce moment est également une occasion de discuter des politiques relatives aux TIC en général (par exemple, des cadres de politique, de la portée et la hiérarchie des instruments de politique en place, des priorités planifiées en matière de politiques) et de continuer à explorer ensemble les priorités communes, comme l'adoption des technologies infonuagiques et le gouvernement numérique.
- On procède à certains échanges de politiques en dehors des réunions régulières. Par exemple, on a effectué un sondage informel intergouvernemental au sujet du sommaire des protocoles de dispositifs dans les Territoires-du-Nord-Ouest afin d'aider dans l'élaboration de ses politiques.

Annexe A

Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur les politiques des technologies de l'information et des communications (TIC)

Liste des membres – au mois de janvier 2017

Alberta

Vacants

Colombie-Britannique

Colleen Rice

Ceri Sanderson remplaçante

Manitoba

Bill Markiw (vice-président 2017)

Patrick Hoger (représentant du Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information)

Nouveau-Brunswick

Keith Douglass

Ron Allison - remplaçant

Terre-Neuve-et-Labrador

Susan Wilkins

Territoires du Nord-Ouest

Susan Martin

Nouvelle-Écosse

Glenn Bishop (vice-président 2017)

Nunavut

Roy Egbuna

Ontario

Charlotte Ward

Tim Dafoe - remplaçant

Île-du-Prince-Édouard

Tracy Wood

Québec

vacant

Saskatchewan

Vinay Chandramohan

Yukon

Vacants

Tribunal de dotation de la fonction publique

Lindsay Rivard